

# Une eau dépendante du modèle économique

Invité dans le cadre des dix ans de la Communauté de Communes Marana-Golo pour une conférence intitulée « Préserver la ressource en eau : notre avenir en partage ! », le géographe **Stéphane Ghiotti** travaille depuis plusieurs années sur l'analyse des rapports sociaux et politiques inhérente à la problématique de l'eau. Un éclairage bienvenu à l'heure où l'adaptation au changement climatique fait toujours plus urgente...

**Lorsque l'on parle de partage de l'eau, on évoque une nécessité mais pas forcément comment on peut l'appliquer ...**

Les rapports du GIEC concernant notamment l'hydrologie ont particulièrement montré que le principal risque à venir est l'augmentation des épisodes de sécheresse. Cela ne signifie pas, paradoxalement, comme l'on a trop tendance à le croire, une baisse des précipitations. En fait, les volumes resteront globalement les mêmes mais comme il fera beaucoup plus chaud, l'évapotranspiration sera plus importante. Sans oublier un changement de répartition hydrologique des sols dans l'espace et dans le temps. Cette augmentation de la sécheresse exercera une pression sur les ressources en eau et sur un certain nombre d'usages, notamment le refroidissement des centrales nucléaires, l'alimentation en eau potable, la qualité des milieux aquatiques et bien sûr l'agriculture.

**Cela nous entraîne vers des contraintes en termes d'usages ?**

Oui, tout en sachant que qu'il y a 12 000 ans, il y avait de la glace partout et les individus se sont adaptés. Cette question d'adaptation, consubstantielle à la ressource naturelle, réside dans sa variation dans le temps et l'espace. On fait face à une nouvelle répartition dans le temps et dans l'espace des alternances de temps, de pluie, de sécheresse. C'est effectivement face à ces nouveaux défis qu'il faudra trouver un certain nombre de solutions au regard des enjeux.

**Ces solutions existent ?**

Elles sont traditionnellement rangées dans trois grandes boîtes à outils. Pour répondre à une situation de déséquilibre, c'est la gestion quantitative qui a toujours été mobilisée. Elle est encore très présente, c'est ce qu'on appelle l'augmentation de l'offre. C'est-à-dire mobiliser davantage de ressources pour répondre à des besoins sans



se poser la question sur ce que nous pourrions faire justement sur ces besoins ! Du coup, cela signifiait la création d'infrastructures, les barrages, les transferts et à l'échelle plus locale, l'installation des méga-bassines ou des retenues collinaires. C'est le premier pôle de solutions. Ce n'est plus trop la tendance mais l'on peut quand même observer depuis une dizaine d'années à l'échelle internationale le retour des grands barrages en termes de projets. Cette question du stockage a repris du crédit. Le Varennes de l'Agriculture en France a, quand même, mis en avant la nécessité de nouveaux stockages. Ce n'est certes plus un modèle de grands barrages mais le phénomène de mobilisation de nouvelles ressources par des infrastructures reste encore vivace. La seconde boîte à outils concerne la gestion de la demande et les économies d'eau. Nous sommes sur des installations de type goutte à goutte, mais aussi sur des opérations de stockage de l'eau de pluie, les progrès technologiques sur les appareils ménagers pour réduire la consommation, les outils économiques comme la tarification progressive, même si cela n'a pas toujours les effets escomptés. On pense qu'en augmentant le prix, on

baisse la consommation, ce n'est pas toujours aussi mécanique, mais c'est dans la panoplie de mesures. Ce second type tourne autour des questions d'économie, de l'eau et financière. Cela peut aller en agriculture jusqu'à la question d'adapter les variétés, de faire un travail du sol au printemps pour maintenir l'humidité et éviter ce que l'on appelle la sécheresse agricole. Cela recouvre tout un champ divers et varié de pratiques à échelles différentes. Troisième grand élément, c'est la réallocation de l'eau. Le grand exemple, c'est le passage de l'eau agricole à l'eau urbaine. Le m3 est plus rentable quand il est bu que lorsqu'il arrose. On fait le distinguo ainsi entre les différentes destinations, cela peut concerner l'énergie. Quand on a une centrale nucléaire, on fait en sorte d'avoir une quantité d'eau suffisante pour que cela refroidisse ! La réallocation peut se faire entre usages mais aussi entre territoires. De manière plus classique, des espaces généralement bien dotés vont réallouer de l'eau à des bassins de vie en difficulté. Le jeu consiste souvent à faire un mix entre les trois types de boîtes. Il y a souvent un peu de stockage, un peu d'économie et un peu de transfert.

**D'où l'idée de développer les PTGE (Plans Territoriaux de Gestion des Eaux) ?**

Le message à faire passer est la redistribution des bénéfices, socialement et territorialement, la définition du périmètre et surtout la nature du projet de territoire que l'on se donne. On peut réfléchir à une répartition des volumes, des enjeux et des coûts mais si l'on n'a pas réfléchi préalablement sur le type de territoire que l'on souhaite pour demain, ces réflexions ne serviront à rien, en fait.

**La Corse repose sur un PIB dépendant en grande partie du tourisme et dans une moindre mesure du BTP. Comment concilier les enjeux économiques avec celui de l'accès à une eau qui se raréfie ?**

On fait des focus sur la question quantitative, mais on oublie la dimension qualitative. On réfléchit en termes d'eau de surface mais on ne prend pas en compte l'eau souterraine. Il y a d'abord la question du modèle économique. Il y a, si je caricature, un modèle de type «Baléares» ou un développement autre, basé sur la diversification des systèmes économiques. Cette question se pose en Méditerranée, à la fois pour les îles, mais aussi pour les littoraux développés. Le COVID a montré la fragilité des systèmes monofonctionnels. Quel type de développement pour la Corse, une île de 350 000 habitants ? Veut-on un modèle dépendant à 70% du tourisme et ainsi se reposer sur une activité qui dure 4 mois ? Veut-on à la place réfléchir à d'autres formes alternatives ? Dans cette question de l'eau, il n'y a pas que de l'eau qui circule, il y a de l'argent : le BTP, l'agriculture, le tourisme, les filières qualifiées, ce sont des systèmes avec des inerties économiques très importantes et ce n'est pas facile de réorienter le champ de développement.

Propos recueillis par  
Yannick CAMPO